

Le questionnement sur l'éthique dans la recherche en sciences économiques, sociales et techniques

Colloque doctoral international

Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

Laboratoire interdisciplinaire de recherches en sciences de l'action
(LIRSA – EA4603)

29 et 30 octobre 2015

Actes

Science et engagement – comment « être neutre » ?

Fabrice Flipo

Maître de conférences HDR / Philosophie sociale et politique, philosophie des sciences

Admin : Institut Mines-Telecom / TEM (9 rue Charles Fourier 91011 Evry)

Labo : Laboratoire de Changement Social et Politique (EA7335 - Paris 7 Diderot)

Derniers ouvrages parus :

Ecologie : combien de division, Le Croquant, 2015

Pour une philosophie politique écologiste, Textuel, 2014.

Nature et politique, Amsterdam, 2014.

La face cachée du numérique, L'Echappée, 2013.

Pour simplifier le propos et le rendre à la fois plus explicite et actuel nous allons suivre l'exemple des changements climatiques. On a vu des scientifiques prendre position, dernièrement le chef du service météo de France Télévisions, mais aussi Claude Allègre etc. On a parlé de manipulation et de puissance des lobbies, mais c'est plus compliqué que ça, et ça pose des questions d'éthique. Essayons de déplier un peu les enjeux.

Un premier enjeu est le concept de science, qui induit en confusion. Implicitement chacun a un modèle de dit de « décision rationnelle » en tête : la science informe sur les causes et les conséquences, et la décision choisit. Mais dans le cas du climat c'est plus compliqué. Les causes et les conséquences sont incertaines. Du fait de la complexité du problème, aucune science n'en fait le tour, chacune peut exagérer sa validité et croire avoir compris ce qui est en jeu. On a ainsi vu des paléoclimatologues expliquer que tout ça n'était pas grave, puisque le climat a toujours varié, oubliant que la question n'est pas celle-là. Les économistes se sont refusés à parler des risques, au motif que ce n'était pas chiffrable. Un premier problème est donc le pluralisme et le réductionnisme disciplinaire. Une science est toujours un petit bout du réel, à validité limitée.

Un second problème est éclairé par la distinction latourienne entre science-résultat et science-en-train-de-se-faire¹. Au premier sens la science est l'ensemble des connaissances que nous tenons pour acquises, sur lesquelles nous pouvons en toute confiance nous appuyer. Ainsi la « loi de la

1 La science en action.

gravité » ou le comportement des matériaux dans telle ou telle situation. Mais la science est aussi, comme le décrit classiquement Karl Popper, un jeu darwinien de conjectures et de réfutations, dans lequel les hypothèses les plus hétérodoxes voire les plus farfelues doivent avoir droit de cité, par principe, à condition qu'elles acceptent la mise à l'épreuve : telle est la liberté de la recherche. La science-en-train-de-se-faire, si on veut reprendre la distinction latourienne, est le lieu de l'incertitude, animée à tout moment par des hypothèses contradictoires et conflictuelles. Appelé à donner son avis, dans l'espace public, le scientifique fait souvent peu de distinction entre ses hypothèses ou convictions personnelles et ce qui est considéré comme acquis par l'ensemble de la communauté, à 100 % des membres. On a ainsi souvent entendu l'argument selon lequel le 1 % en désaccord avec le GIEC pourrait bien avoir raison. A juste titre.

Un troisième enjeu est la charge de la preuve. Chacun sait qu'elle n'ait pas symétrique. Effets de paradigme, de rapports de force entre disciplines, entre communautés épistémiques etc. il y a des choses considérées comme allant de soi et d'autres qui sont considérées comme à démontrer, parfois contre le bon sens ! Or « n'avoir pas été prouvé » = ne pas exister ! Pourtant qu'est-ce qu'une « preuve » ? La seule preuve empirique possible des effets du changement climatique serait de mener l'expérience avec la planète et ses habitants – problème éthique, les expériences avec des êtres humains, sans leur consentement, sont vigoureusement condamnées, au moins depuis Auschwitz...

Les trois difficultés ont en commun de concerner l'expertise. Celle-ci désigne un lieu de passage entre la science en train de se faire et un problème de décision publique, se situant donc dans la société au sens large. Le ou la scientifique est convoquée en vertu de ses connaissances sur tel ou tel sujet, en tant qu'elles sont susceptibles d'éclairer et d'informer la décision collective. Le problème est de savoir quoi dire, dans cette situation. Le risque existe de faire passer ses propres hypothèses, farfelues ou non, ou ses opinions politiques, ou encore d'exagérer la validité de ce qu'il peut dire – par exemple un climatologue qui s'estime en capacité de nous dire si le risque climatique vaut la peine d'être pris, alors que ses connaissances ne portent que sur un aspect très étroit du problème, son opinion sur les autres dimensions n'ayant pas plus de légitimité que celle d'autres citoyens. Savoir s'il faut ou non continuer à émettre des gaz à effet de serre a en effet de multiples répercussions : emploi, croissance économique, structuration de filières entières, agencement des pouvoirs en matière de production énergétique (modèle centralisé vs décentralisé), pratiques agricoles, normes de construction etc.

Les scientifiques sont évidemment pressés de toute part. Tout argument allant dans un sens ou dans un autre alimente un camp ou un autre, dans l'espace public². Nombreux sont les intérêts dépendants du carbone à n'avoir pas envie d'être dérangés, qui agissent en chambre d'écho pour tout argument scientifique allant dans leur sens. Nombreux sont les intérêts à avoir envie d'influencer le cours de la science-en-train-de-se-faire, induisant la confusion entre les deux registres de discussion : politique, qui porte sur les risques et les responsabilités, et scientifique, c'est-à-dire relatif aux conjectures et aux réfutations en matière de causes et les conséquences.

La qualité de l'expertise est donc un enjeu politique majeur. En matière de changements climatiques, elle a été à la fois exemplaire et catastrophique. Le GIEC, à partir du moment où il s'est ouvert au Sud géopolitique, et la conférence de citoyens sur le changement climatique³ sont tous deux à ranger du côté de l'exemplaire : pluralisme, confrontation des thèses, transparence sur le processus, relative indépendance à l'égard des principaux intérêts en présence ont garanti des résultats de qualité, même si l'on peut reprocher au GIEC d'avoir systématiquement écarté les hypothèses les plus dérangeantes ou alarmistes.

2 Oreske marchands de doute.

3 cfdd.

L'espace public et plus spécifiquement journalistique par contre est à ranger du côté catastrophique : Claude Allègre alignant les contre-vérités et se voyant offrir de multiples tribunes, Luc Ferry déclarant en 2008 que « *le Giec, c'est un groupement où sont cooptés des patrons d'associations qui sont souvent des idéologues écologistes* »⁴ etc. Le journalisme pouvait pourtant conduire le même travail d'enquête qu'il est capable de mener dans d'autres domaines. Il s'est souvent contenté de donner la parole aux parties prenantes, sans chercher à saisir les enjeux de fond.

Estimer que le changement climatique était un risque trop important pour être couru a même été présenté comme l'incarnation suprême de la pensée unique, contre laquelle le scepticisme était le seul antidote valide⁵ – un scepticisme bien étrange puisqu'il impliquait que la seule opinion recevable soit que le risque climatique n'était pas à prendre au sérieux... Quoiqu'il en soit, le scientisme a primé sur l'appréhension politique des enjeux : savoir si le changement climatique était « scientifiquement prouvé » ou non⁶ est perçu comme un préalable incontournable, écartant toute autre considération. Cela, y compris du côté des ONG.

A partir de là, quelles sont les conséquences en termes d'engagement ? Cette question omniprésente, à partir du moment où l'identification scientifique des causes et des conséquences recoupe souvent la détermination de responsabilités. On ne peut l'ignorer. Le simple choix d'un sujet de recherche implique un arbitrage entre les questions du moment. Des sommes énormes sont dépensées pour comprendre le génome, comment ne pas voir le lien avec les industries et les marchés potentiels ? A l'inverse de nombreux problèmes restent « orphelins », à n'être portés que par de petites associations.

L'accusation d'engagement est souvent mal fondée, les chercheurs gagnent à en avoir conscience. Qui donne du crédit aux questions orphelines portées par les associations se voit accusé « d'engagement » ; qui pose des questions sur la toxicité des OGM comme GE Séralini idem. Derrière la liberté du chercheur se cache souvent un conformisme qui, s'il évite l'accusation d'engagement, n'en possède pas moins une dimension politique.

L'engagement spécifique du chercheur, s'il ne veut pas perdre sa qualité de chercheur, réside donc dans le choix des questions et l'opiniâtreté avec laquelle il veut les conduire jusqu'au bout. A partir de là on peut différencier les formes d'engagement, l'intellectuel organique chez Gramsci est produit par une classe sociale, il en exprime les sentiments et les analyses, et dans le cas de la classe universaliste l'intellectuel a une vocation universelle ; l'intellectuel spécifique est construit par Foucault en réaction avec les errances du marxisme, il entend limiter la portée critique des intellectuels à des secteurs plus limités (la prison, l'asile etc.). Un premier enjeu est donc la fonction de représentation de l'intellectuel ou du chercheur.

Un autre enjeu est le rapport du profane au chercheur. Bourdieu s'est positionné de manière un peu similaire à un certain marxisme, dans une fonction de dévoilement. La vérité serait entièrement du côté du chercheur et le profane serait dans l'illusion. A la différence de Marx Bourdieu n'offrait cependant aucune théorie du changement social. Boltanski est venu doublement corriger cela : en mettant en évidence les compétences critiques des acteurs, et en soulignant la place de la critique, profane et savante, dans le changement social.

4 Luc Ferry, *Le Figaro*, 8/07/2008.

5 Ainsi l'AFIS 2008.

6 Les ONG, les entreprises (ex sondage AXA 2012), etc.